



Assemblée générale

Distr. générale
7 novembre 2024
Français
Original : anglais

Conseil des droits de l'homme Cinquante-sixième session

Compte rendu analytique de la 38^e séance

Tenue au Palais des Nations, à Genève, le vendredi 12 juillet 2024, à 15 heures

Président(e) : M. Zniber..... (Maroc)

Sommaire

Point 3 de l'ordre du jour : Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement (*suite*)

Point 1 de l'ordre du jour : Questions d'organisation et de procédure (*suite*)

Clôture de la session

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être présentées dans un mémorandum, portées sur un exemplaire du présent compte rendu et adressées, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, à la Section de la gestion des documents (DMS-DCM@un.org).

Les comptes rendus qui ont été rectifiés feront l'objet de nouveaux tirages pour raisons techniques à l'issue de la session.



La séance est ouverte à 15 heures.

Point 3 de l'ordre du jour : Promotion et protection de tous les droits de l'homme, civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, y compris le droit au développement (suite)

1. **Le Président** invite les délégations à faire des déclarations destinées à expliquer leur vote ou leur position ou des déclarations générales sur tout projet de résolution examiné au titre du point 3 de l'ordre du jour.

2. **M^{me} Benda** (États-Unis d'Amérique), faisant observer que sa délégation a appuyé la plupart des résolutions adoptées au titre du point 3 de l'ordre du jour, dit que les résolutions du Conseil ne modifient pas l'état actuel du droit international conventionnel ou coutumier et ne créent pas de droits ou d'obligations en droit international. Dans une résolution, toute disposition rappelant des instruments antérieurs s'applique uniquement aux États qui les ont initialement reconnus. Les États-Unis soutiennent la pleine application du Programme de développement durable à l'horizon 2030, mais celui-ci n'est pas contraignant et ne crée ni droits ni obligations en droit international. De plus, en l'absence d'une définition internationalement reconnue, les États-Unis continuent de s'opposer à toute mention de ce que l'on appelle le droit au développement. Enfin, alors que les États-Unis appuient les politiques visant à faire progresser le respect des droits énoncés dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, ces droits ne peuvent être invoqués devant les tribunaux du pays, car les États-Unis ne sont pas partie à cet instrument. La version intégrale de la déclaration de la délégation des États-Unis sera disponible sur le site Web de la Mission permanente des États-Unis après la session et figurera dans le *Digest of United States Practice in International Law* (Répertoire annuel de la pratique des États-Unis en matière de droit international).

3. **M^{me} Tambunan** (Indonésie) dit que l'Indonésie souhaite se dissocier de toute référence faite dans toutes les résolutions adoptées au titre du point 3 de l'ordre du jour concernant le droit à la santé sexuelle et procréative, les formes multiples et croisées de discrimination ou l'intersectionnalité, l'éducation complète à la sexualité et toute référence reliant l'expression « autonomie corporelle » aux enfants. Ces références figurent dans les projets de résolution [A/HRC/56/L.13](#) et [A/HRC/56/L.25/Rev.1](#). En outre, sa délégation se dissocie de la référence faite aux syndicats dans le projet de résolution [A/HRC/56/L.24](#).

4. L'intervenante souhaite rappeler la position de son pays sur les peuples autochtones et les communautés locales. L'Indonésie estime qu'il est important de considérer les peuples autochtones et les communautés locales ensemble au sein du Conseil, en se fondant sur le principe de l'inclusivité, afin que les résolutions pertinentes puissent être appliquées dans des pays ayant des contextes historiques et anthropologiques différents.

Point 1 de l'ordre du jour : Questions d'organisation et de procédure (suite)

Nomination de titulaires de mandat au titre des procédures spéciales

5. **Le Président** dit que sur la base des recommandations du Groupe consultatif et à la suite de larges consultations, il propose de nommer les candidats dont le nom figure dans les lettres distribuées aux délégations le 3 juin 2024 et le 3 juillet 2024. Il croit comprendre que le Conseil souhaite approuver ces candidats et les nommer titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

6. *Il en est ainsi décidé.*

Rapport sur la cinquante-sixième session

7. **M. Staniulis** (Lituanie), Vice-Président-Rapporteur, dit qu'une version préliminaire non éditée du projet de rapport du Conseil des droits de l'homme sur sa cinquante-sixième session ([A/HRC/56/2](#)) a été publiée sur l'Extranet. La structure du rapport reprend les 10 points de l'ordre du jour du Conseil. Le secrétariat établira la version finale du rapport après la session et la diffusera pour observations. Au cours de la session, le Conseil a tenu 38 dialogues, dont 8 dialogues avec la participation du Haut-Commissaire et de la Haute-Commissaire adjointe, 23 dialogues avec des titulaires de mandats de procédures

spéciales et des mécanismes d'experts et 3 dialogues avec d'autres mécanismes d'enquête. Le Conseil a également débattu d'un large éventail de sujets dans le cadre de quatre tables rondes. Il a adopté 22 résolutions et 3 décisions, examiné et adopté les textes issus du processus de l'Examen périodique universel concernant 14 pays et nommé 3 titulaires de mandat au titre des procédures spéciales.

8. **Le Président** croit comprendre que le Conseil souhaite adopter le rapport *ad referendum*, étant entendu que sa version définitive sera établie avec l'aide du secrétariat.

9. *Il en est ainsi décidé.*

Déclarations des délégations présentes en qualité d'observatrices sur les résolutions et les décisions examinées à la session

10. **M. Lauber** (Observateur de la Suisse) dit que la Suisse se félicite de l'adoption par consensus du projet de résolution [A/HRC/56/L.19/Rev.1](#) sur la promotion et la protection des droits de l'homme dans le contexte des manifestations pacifiques et remercie toutes les délégations qui ont contribué à son adoption. Concernant le projet de résolution [A/HRC/56/L.11/Rev.1](#) sur la sécurité de l'enfant dans l'environnement numérique, sa délégation regrette que le texte ne fasse pas référence à l'observation générale n° 25 (2021) du Comité des droits de l'enfant, qu'il promeuve des normes inférieures à celles adoptées par l'Assemblée générale et qu'il relativise l'article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant concernant le droit de l'enfant d'être entendu. La Suisse se félicite de l'adoption du projet de résolution [A/HRC/56/L.13](#) sur les droits de l'homme dans le contexte du VIH et du sida et du fait que les amendements qui limitaient la portée du projet n'ont pas été acceptés. Sa délégation aurait préféré une formulation plus claire concernant la vulnérabilité de populations clés, y compris les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les transgenres et les personnes qui s'injectent des drogues, et concernant la propriété intellectuelle.

11. La Suisse se félicite de l'adoption du projet de résolution [A/HRC/56/L.25/Rev.1](#) sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles à l'issue de longues négociations et du fait que les amendements proposés n'ont pas été acceptés. Sa délégation note avec inquiétude que des formulations convenues sur les droits des femmes et l'égalité des sexes sont de plus en plus contestées et demande à tous les États de défendre les normes internationales dans ce domaine. Concernant le projet de résolution [A/HRC/56/L.22](#), la délégation suisse réitère son appel aux autorités libyennes pour qu'elles appliquent les recommandations de la Mission d'enquête indépendante sur la Libye et qu'elles tirent profit de la coopération technique du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme afin d'améliorer sensiblement la situation de la population dans l'ensemble du pays.

12. **M^{me} Oduwaiye** (Observatrice du Nigéria) dit que le Nigéria est honoré d'avoir été l'un des principaux auteurs du projet de résolution [A/HRC/56/L.7/Rev.1](#) intitulé « Consolidation de la documentation du Conseil des droits de l'homme : diffusion des réunions sur le Web », qui a été adopté par consensus. Cette adoption est essentielle car elle fait suite aux difficultés financières de l'ONU, qui menacent le rôle essentiel de documentation des travaux du Conseil. Il s'agit également d'une avancée importante pour ce qui est de garantir l'accessibilité et la transparence des travaux du Conseil. La délégation exprime également ses sincères remerciements aux principaux auteurs du projet de résolution [A/HRC/56/L.11/Rev.1](#) pour leur leadership sur cette question cruciale, car il est primordial de garantir la sécurité et le bien-être des enfants en ligne et hors ligne dans un monde de plus en plus numérique. La délégation se réjouit de la coopération qui sera mise en place pour assurer l'application de mesures visant à protéger les enfants dans l'espace numérique.

13. Le Nigéria insiste sur l'importance d'un dialogue respectueux au sein du Conseil et regrette que des idéologies controversées y soient promues de façon agressive, ce qui contribue manifestement à détourner l'attention de questions cruciales. La délégation s'oppose fermement à l'imposition de formulations controversées dans les résolutions et continuera à rejeter les tentatives faites en ce sens sous le couvert des droits de l'homme. Le Nigéria s'emploiera à interpréter et à appliquer toutes les résolutions adoptées en tenant compte des obligations que lui fait le droit international des droits de l'homme et en respectant scrupuleusement son cadre constitutionnel et juridique et son contexte social, culturel et religieux.

14. **M. Hashim Mostafa** (Observateur de l'Iraq) dit que sa délégation est reconnaissante aux auteurs des projets de résolution qui ont fait preuve de flexibilité et d'ouverture en acceptant les points de vue des autres afin que le Conseil puisse parler d'une seule voix sur de nouveaux problèmes, y compris la protection des enfants dans l'environnement numérique. Si le cyberspace offre des possibilités d'éducation aux enfants, il peut aussi menacer leur sécurité. La délégation se félicite de l'adoption du projet de résolution sur les droits de l'homme et les changements climatiques, et souligne combien il est important pour le Conseil de tenir compte de la situation économique et du développement de tous les pays qui cherchent à s'adapter et à faire face aux effets néfastes des changements climatiques. En ce qui concerne le projet de résolution sur la liberté d'opinion et d'expression, il est important que le Conseil adopte une position unifiée pour rejeter les discours de haine qui peuvent conduire à la violence. La liberté d'expression et d'opinion ne doit pas être un prétexte pour porter atteinte aux droits de l'homme.

15. Le peuple palestinien continue de faire face à un génocide, à la famine et à des déplacements forcés. Il faut mettre un terme à cette situation intolérable.

16. L'Iraq demande à toutes les parties prenantes de coopérer et d'accepter les spécificités culturelles et religieuses des autres sociétés, en évitant d'instrumentaliser des notions comme les droits des femmes et des filles pour imposer leurs propres points de vue ou s'immiscer dans les affaires intérieures d'autres pays. La délégation soutient tous les amendements présentés en ce qui concerne les formulations controversées et les amendements présentés sur le projet de résolution [A/HRC/56/L.8/Rev.1](#) sur le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant les droits à l'éducation de la petite enfance, à l'enseignement préprimaire gratuit et à l'enseignement secondaire gratuit, et le projet de résolution [A/HRC/56/L.15](#) sur la violence fondée sur le genre facilitée par les technologies.

17. **M^{me} Méndez Escobar** (Observatrice du Mexique) dit que son pays a une politique étrangère féministe et qu'il a participé de manière active et constructive aux négociations sur tous les projets de résolution relatifs au genre, en cherchant à préserver les normes internationales qui ont été établies ces dernières années. Avec le Chili, la délégation mexicaine fait partie des auteurs du projet de résolution [A/HRC/56/L.25/Rev.1](#), tel que révisé oralement, sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles. Elle remercie les délégations qui ont participé de manière constructive aux négociations qui ont permis son adoption par consensus. Néanmoins, la délégation regrette que des amendements aient été présentés concernant ce projet de résolution et d'autres textes sur des sujets connexes en vue d'en affaiblir le langage. Elle demande à toutes les délégations de s'employer à progresser sur la voie de la promotion et de la protection des droits humains de toutes les femmes, de tous les jeunes et de toutes les filles.

18. Le Mexique a également été l'un des principaux auteurs du projet de résolution [A/HRC/56/L.3](#) sur l'indépendance et l'impartialité du pouvoir judiciaire, des jurés et des assesseurs, et l'indépendance des avocats, qui a été adopté par consensus. Elle remercie les autres auteurs issus de tous les groupes régionaux pour leur soutien. La délégation se félicite également de l'adoption des projets de résolution [A/HRC/56/L.6](#), [A/HRC/56/L.9](#), [A/HRC/56/L.12](#), [A/HRC/56/L.13](#), [A/HRC/56/L.15](#), [A/HRC/56/L.17](#) et [A/HRC/56/L.19](#). En conclusion, la délégation réaffirme l'engagement de son pays à respecter les normes les plus élevées en matière de droits de l'homme, engagement qui explique la présentation de sa candidature au Conseil pour la période 2025-2027.

19. **M. Necmioğlu** (Observateur de la Türkiye) souhaite préciser la position de son pays sur le projet de résolution [A/HRC/56/L.4](#), tel que révisé oralement, sur la promotion et la protection de l'exercice des droits humains par les gens de mer. La Türkiye est favorable à ce que les gens de mer puissent exercer pleinement leurs droits humains. Néanmoins, elle n'est pas partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et a toujours été en désaccord avec le point de vue selon lequel la Convention a un caractère universel et unifié et soutient qu'elle n'est pas le seul cadre juridique réglementant toutes les activités dans les océans et les mers. Ces préoccupations et objections ont également été soulevées par un certain nombre d'autres États. Les raisons qui ont empêché la Türkiye de devenir partie à la Convention restent valables. La délégation turque soutient les efforts internationaux visant à établir un régime juridique des mers fondé sur le principe d'équité et acceptable pour tous les

États. Or, la Convention ne prévoit pas de garanties suffisantes pour les situations géographiques particulières et, par conséquent, elle ne prend pas en considération les intérêts conflictuels et les sensibilités découlant de circonstances spéciales. En outre, la Convention ne permet pas aux États de formuler des réserves sur ses articles. Par conséquent, bien que son pays soit d'accord avec l'intention générale de la Convention et avec la plupart de ses dispositions, il n'a pas été en mesure de devenir partie à la Convention en raison de ces lacunes importantes. En conséquence, la Türkiye se dissocie de la référence faite à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer dans le projet de résolution [A/HRC/56/L.4](#). La participation de sa délégation aux négociations et l'adoption du projet de résolution ne doivent pas être interprétées comme un changement de la position juridique de son pays à l'égard de la Convention.

20. **M. Eremin** (Observateur de la Fédération de Russie) dit que la Fédération de Russie s'est toujours opposée à l'utilisation des droits de l'homme à des fins géopolitiques, comme dans les projets de résolution [A/HRC/56/L.3](#) et [A/HRC/56/L.16](#). Sa délégation se dissocie du consensus sur les projets de résolution [A/HRC/56/L.10/Rev.1](#), [A/HRC/56/L.15](#), [A/HRC/56/L.23](#) et [A/HRC/56/L.25/Rev.1](#), tels qu'ils ont été révisés oralement. Selon elle, le projet de résolution [A/HRC/56/L.4](#), tel que révisé oralement, n'établit pas de nouveaux droits de l'homme ni une catégorie d'individus nécessitant des protections ou des droits différents. La délégation n'approuve pas la tentative des auteurs du projet de résolution [A/HRC/56/L.12](#) de faire du droit à la liberté d'opinion et d'expression un droit absolu. La délégation se dissocie des éléments des projets de résolution [A/HRC/56/L.8/Rev.1](#), [A/HRC/56/L.12/Rev.1](#) et [A/HRC/56/L.29](#) qui ne sont pas conformes aux traités internationaux, qui interprètent ces traités de manière plus large ou qui introduisent des termes controversés qui n'ont pas reçu l'aval de tous les États membres. En ce qui concerne le projet de résolution [A/HRC/56/L.8/Rev.1](#), la délégation est d'avis que la session du Groupe de travail intergouvernemental sur un protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant ne peut se tenir sous forme hybride que si une décision appropriée à cet effet est adoptée par l'Assemblée générale. La référence qui est faite aux recommandations et observations générales pertinentes adoptées par les organes conventionnels dans le projet de résolution [A/HRC/56/L.3](#) ne signifie pas que la Fédération de Russie est d'accord avec leur contenu. Rappelant que la Fédération de Russie interprète le terme « genre » comme se rapportant au sexe biologique, il indique que sa délégation se dissocie de la formulation relative au genre dans les projets de résolution [A/HRC/56/L.3](#) et [A/HRC/56/L.24](#), tels que révisés oralement, qui est controversée et ne recueille pas l'assentiment de tous les États. Elle se dissocie également de l'utilisation du terme controversé de « syndicats ».

21. **M. Soliman** (Observateur de l'Égypte) dit que sa délégation se félicite de l'adoption par consensus du projet de résolution [A/HRC/56/L.11/Rev.1](#) sur la sécurité de l'enfant dans l'environnement numérique et invite tous les pays qui ne se sont pas encore portés coauteurs de cette résolution à le faire. Il se félicite de l'adoption par consensus de la décision de procédure [A/HRC/56/L.7/Rev.1](#) relative au service de diffusion des réunions sur le Web et apprécie le soutien et la souplesse dont les délégations ont fait preuve à cet égard. L'Égypte se réserve le droit d'interpréter et de mettre en œuvre les dispositions contenues dans les différentes résolutions qui ont été adoptées, conformément à ses lois nationales et aux droits de l'homme universellement reconnus. La délégation est préoccupée par les tentatives croissantes de redéfinir les obligations internationales et le langage universellement convenu en s'appuyant excessivement sur des documents qui ne sont pas juridiquement contraignants ou internationalement convenus, comme c'est le cas dans le projet de résolution [A/HRC/56/L.19](#), ainsi que par la catégorisation accrue des personnes protégées conformément à ces obligations, qui a conduit à une polarisation accrue au sein du Conseil et entre les États.

22. L'Égypte considère que les résolutions du Conseil des droits de l'homme ne modifient pas le statut du droit international conventionnel ou coutumier et ne créent pas d'obligations juridiques. La délégation égyptienne félicite le Conseil d'avoir adopté des projets de résolution sur l'hygiène menstruelle, les Rohingyas, la Libye, un mécanisme d'experts visant à faire progresser la justice et l'égalité raciales et la coopération internationale en matière de droits de l'homme. Il est regrettable que des propositions d'amendements aient été présentées sur le projet de résolution [A/HRC/56/L.20/Rev.1](#) sur la haine religieuse et que des remarques allant dans le sens d'amendements aient été faites dans

le cadre des consultations informelles, car elles ont révélé un manque d'intérêt réel pour la conduite d'un dialogue fondé sur le respect mutuel. La délégation s'associe aux déclarations des délégations du Koweït et de la Somalie sur les projets de résolution [A/HRC/56/L.25/Rev.1](#) et [A/HRC/56/L.13](#), respectivement. Elle se dissocie du projet de résolution [A/HRC/56/L.15](#) et du neuvième alinéa du préambule du document [A/HRC/56/L.24](#).

23. **Mgr Balestrero** (Observateur du Saint-Siège) dit que sa délégation se dissocie de certaines notions contenues dans plusieurs résolutions, notamment les références au genre par opposition au sexe, aux services de santé sexuelle et procréative, aux droits sexuels, aux droits génésiques, à l'avortement, à l'autonomie corporelle, y compris pour les filles, à la contraception, à l'éducation au planning familial et à l'information sur la sexualité ou à l'éducation complète à la sexualité, à l'absence de prise en compte des droits parentaux et à d'autres termes controversés qui ne font pas l'objet d'un consensus. Le Saint-Siège réaffirme sa position de longue date et bien connue sur ce type de langage et de notions et téléchargera la version intégrale de sa déclaration sur l'Extranet.

24. En particulier, le Saint-Siège réaffirme ses réserves à la Convention relative aux droits de l'enfant et aux documents issus de la Conférence internationale sur la population et le développement, ainsi qu'à la Déclaration et au Programme d'action de Beijing. En ce qui concerne les instruments non contraignants, y compris les résolutions qui viennent d'être adoptées, le Saint-Siège souligne la distinction cruciale entre les traités, qui ont été formellement négociés et adoptés par les États dans l'intention de créer des obligations juridiques, et les autres documents internationaux, qui n'ont pas la même autorité. Les résultats des consultations informelles sur un certain nombre de projets de résolution démontrent le manque d'ambition s'agissant de parvenir à un véritable consensus. La réussite et la longévité du Conseil dépendent d'un retour au principe fondamental du consensus et du respect de la position des États souverains, en particulier en ce qui concerne les questions sensibles.

25. **M^{me} Nzenze** (Observatrice du Gabon) dit que sa délégation se félicite de l'adoption du projet de résolution [A/HRC/56/L.26](#) sur la gestion de l'hygiène menstruelle, les droits de l'homme et l'égalité des sexes, qui vise à garantir la jouissance des droits pour toutes les filles et toutes les femmes, afin de parvenir à une véritable égalité entre les hommes et les femmes. Le Gouvernement gabonais attache une importance particulière à cette question, et les autorités gabonaises promeuvent inlassablement les droits et l'autonomie des femmes d'une manière innovante et inclusive. Le consensus qui s'est dégagé au sein du Conseil sur cette résolution a mis en évidence le désir commun d'alléger le fardeau que représentent les menstruations pour les femmes et les jeunes filles, y compris celles qui vivent dans des régions isolées et reculées, et de les aider ainsi à s'épanouir et à rester en bonne santé. L'intervenante félicite le Groupe des États d'Afrique pour le rôle moteur qu'il a joué dans l'élaboration de la résolution et pour son dévouement à cette cause.

26. **M. Ahmadi** (Observateur de la République islamique d'Iran) dit que sa délégation réaffirme son engagement en faveur de la promotion et de la protection des droits de l'homme, conformément aux obligations qui lui incombent au titre des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme auxquels elle est partie. En ce qui concerne les notions controversées contenues dans certains projets de résolution, dont le projet [A/HRC/56/L.25/Rev.1](#), tels que révisé oralement, qui n'ont pas été reconnus par le droit international et n'ont fait l'objet d'aucun document négocié au niveau intergouvernemental, la République islamique d'Iran interprète tous ces textes conformément à ses lois et réglementations nationales, qui sont conformes aux obligations internationales applicables, ainsi qu'aux valeurs nationales, régionales, sociales, historiques, culturelles et religieuses du pays. Sa délégation se dissocie en conséquence de toute partie des projets de résolution susceptible de contrevenir à ces normes et valeurs, y compris toute la terminologie relative à la santé et aux droits en matière de sexualité et de procréation, à l'éducation complète à la sexualité et toute autre terminologie incompatible avec ses lois et sa culture nationales. Son pays interprète le terme « genre » dans toutes les résolutions comme signifiant les hommes et les femmes. Dans le projet de résolution [A/HRC/56/L.25/Rev.1](#), ce terme est interprété comme signifiant les femmes et les filles.

Le débat résumé est suspendu à 15 h 40 ; il est repris à 15 h 55.

Clôture de la session

27. Après un échange de félicitations et de remerciements, **le Président** prononce la clôture de la cinquante-sixième session du Conseil des droits de l'homme.

La séance est levée à 16 h 5.